



Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice

A11A25
E88
1995/96
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

- Cahier explicatif des crédits
- Demande de renseignements généraux
- Demande de renseignements particuliers

Avril 1995



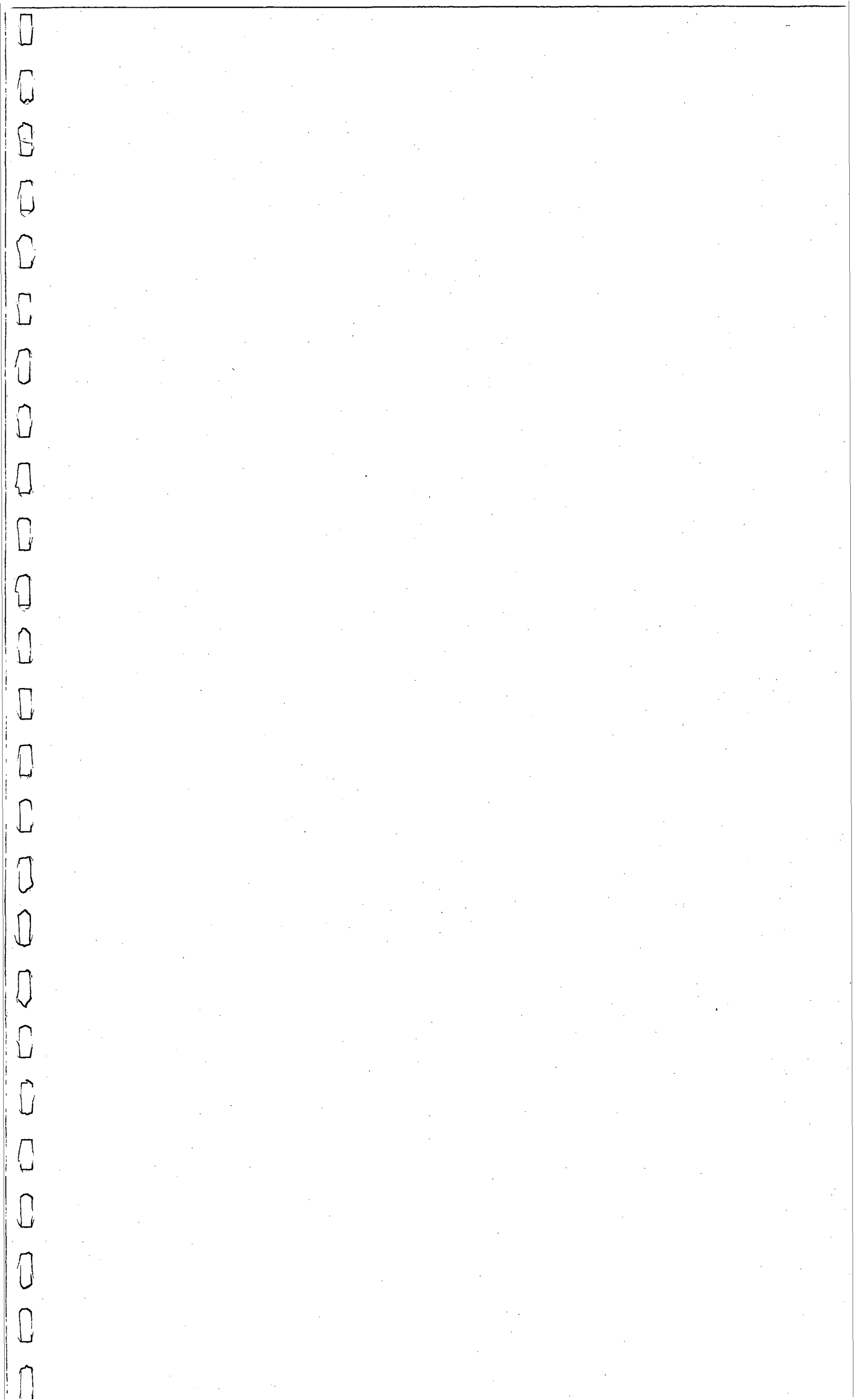
ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

- Cahier explicatif des crédits
- Demande de renseignements généraux
- Demande de renseignements particuliers

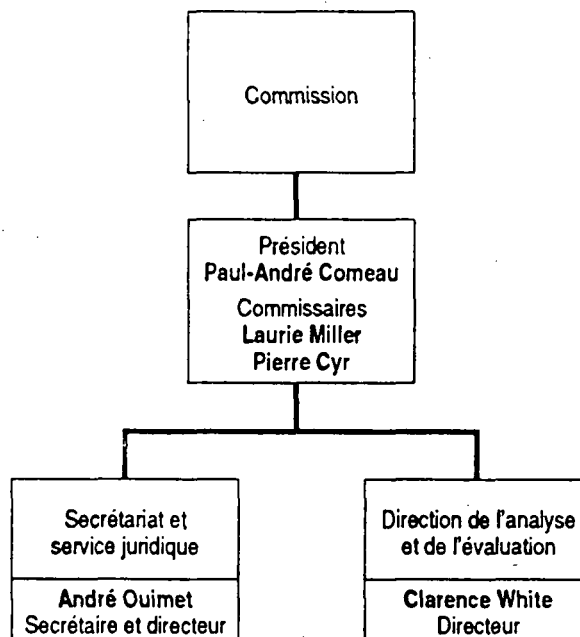
ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
- COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION -

TABLE DES MATIÈRES	PAGE
Commission d'accès à l'information	
. Cahier explicatif des crédits	1
. Demandes de renseignements généraux	5
. Demandes de renseignements particuliers	23



IDENTIFICATION	NUMÉRO	TITRE
PROGRAMME	11	Commission d'accès à l'information
ÉLÉMENT	01	
RESPONSABLE		

ORGANIGRAMME



MANDAT

Depuis 1982, la **Commission d'accès à l'information** administre la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chap. A-2.1).

Environ 3700 organismes publics québécois y sont assujettis. Il s'agit des ministères et organismes gouvernementaux, des municipalités et organismes qui en relèvent, des institutions d'enseignement et des établissements du réseau de la santé et des services sociaux.

La loi sur l'accès comporte deux volets. Le premier garantit à toute personne un droit d'accès aux documents des organismes publics, le second consacre le principe de la confidentialité des renseignements personnels que l'État détient sur les individus. De plus, il accorde à toute personne le droit d'accès aux renseignements le concernant ainsi que le droit d'exiger la rectification de tels renseignements s'ils sont inexacts, incomplets ou équivoques, ou si leur collecte, leur communication ou leur conservation ne sont pas autorisées par la loi.

La Commission est également responsable de l'application de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994. Toute entreprise de biens et services doit se conformer à cette loi, dès l'instant où elle recueille, détient, utilise ou communique des renseignements personnels. Afin d'assurer le contrôle des renseignements le concernant, tout individu dispose, vis-à-vis de l'entreprise privée, des droits suivants:

- le droit d'accès à son propre dossier comportant un droit de consultation et de reproduction;
- le droit de rectification de son propre dossier incluant, selon le cas, un droit de le faire corriger ou d'en faire supprimer les renseignements périmés ou non justifiés ainsi que le droit d'y faire ajouter des commentaires;
- le droit de faire retrancher d'une liste nominative (nom, adresse, numéro de téléphone) tout renseignement détenu ou utilisé par une entreprise à des fins de prospection commerciale ou philanthropique.

EFFECTIF

Sommaire

CATÉGORIES D'EMPLOI	1995-1996	1994-1995	VARIATION	
			N	%
Administratrices, administrateurs d'État	5	5	0	0,0
Cadres supérieures, cadres supérieurs	1	1	0	0,0
Cadres intermédiaires				
Juges				
Cadres juridiques	1	1	0	0,0
Substituts du Procureur général				
Avocates, avocats et notaires	8	8	0	0,0
Professionnelles, professionnels	13	13	0	0,0
Techniciennes, techniciens	4	4	0	0,0
Personnel de bureau	13	13	0	0,0
Ouvrières, ouvriers				
Agents de la paix				
EFFECTIF RÉGULIER	45	45	0	0,0
EFFECTIF TOTAL	47	47	0	0,0

Explication des variations

Aucune variation de l'effectif total

CRÉDITS

Sommaire (en milliers de dollars)

SUPERCATÉGORIES	1995-1996	1994-1995	VARIATION	
			\$	%
Rémunération	2 243,2	2 276,7	(33,5)	(1,5)
Fonctionnement	662,1	990,2	(328,1)	(33,1)
Capital	7,0	130,9	(123,9)	(94,7)
Transfert				
Prêts, placements et avances	5,0	5,0		
TOTAL	2 917,3	3 402,8	(485,5)	(14,3)

Explication des variations

Les crédits de cet élément de programme ont diminué de 485,5K\$, soit une baisse de 14,3% par rapport au budget de 1994-1995. Cette diminution résulte des facteurs suivants:

Rémunération : (33,5) ou (1,5%)

Coût de reconduction des activités existantes

Compressions livrées suite au discours sur le budget du 12 mai 1994	(45,2)
Ajustement relié à la masse salariale pour le coût de système, la progression de carrière des juristes et le boni au rendement des cadres	11,7
SOUS-TOTAL	(33,5)

Fonctionnement : (328,1) ou (33,1)

Coût de reconduction des activités existantes

Compressions livrées suite au discours sur le budget du 12 mai 1994	(195,9)
Ajustement des crédits non récurrents reliés à l'acquisition d'équipement - développement (loi 68)	(32,2)

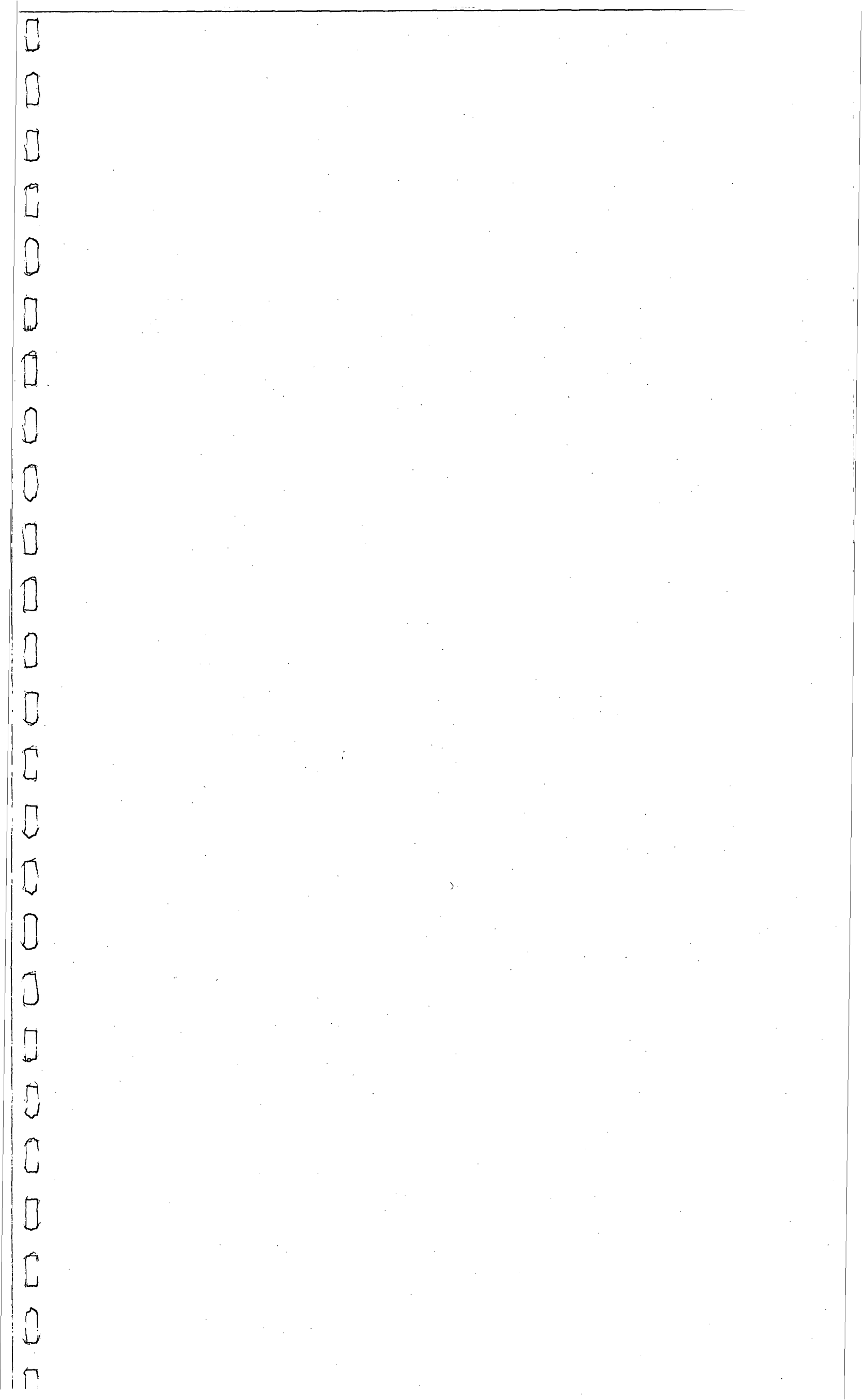
Effort budgétaire 1995-1996

Rationalisation des dépenses de fonctionnement	(100,0)
SOUS-TOTAL	(328,1)

Capital : (123,9) ou (94,7%)

Coût de reconduction des activités existantes

Compressions livrées suite au discours sur le budget du 12 mai 1994	(18,0)
Ajustement des crédits non récurrents reliés à l'acquisition d'équipement - développement (loi 68)	(105,9)
SOUS-TOTAL	(123,9)
TOTAL	(485,5)



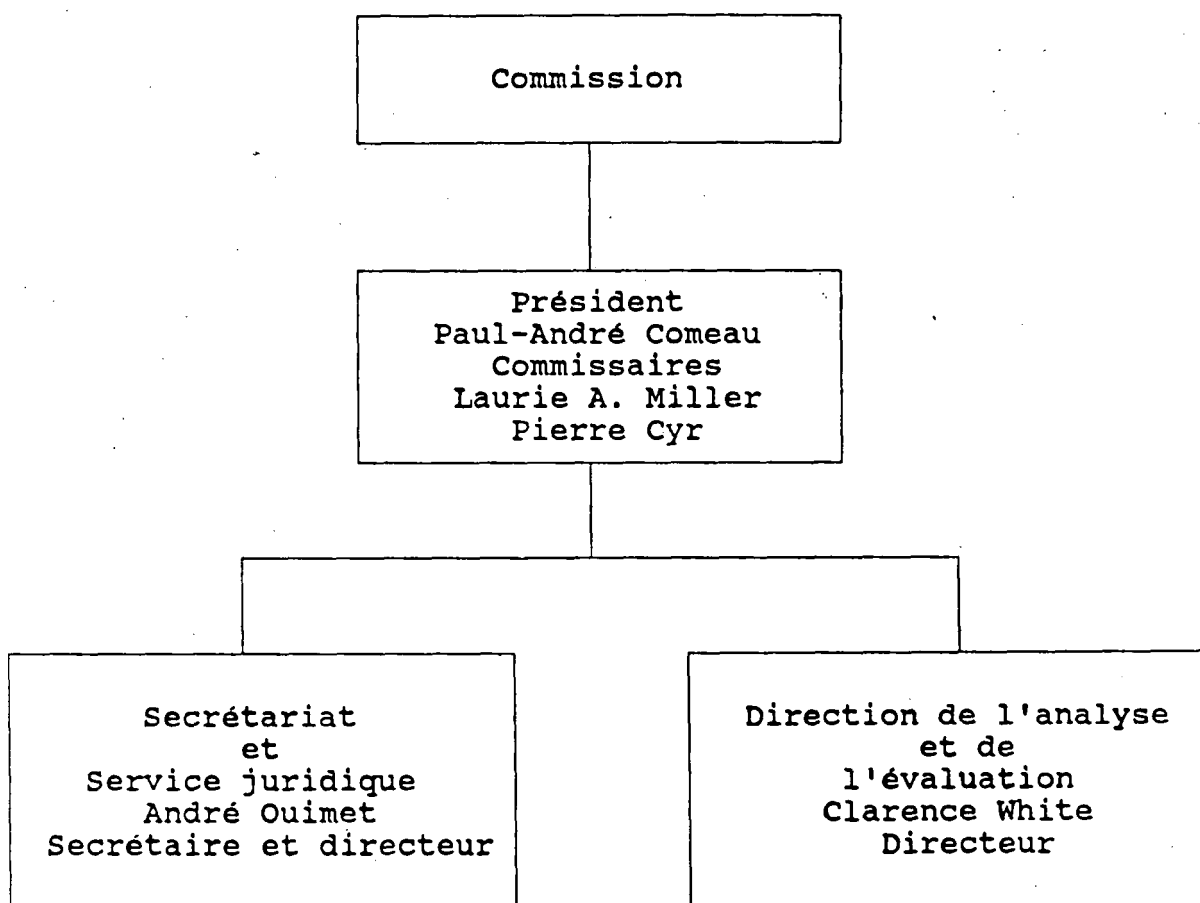
Demande de renseignements généraux

Note: Parmi les 28 demandes de renseignements généraux formulées par l'Opposition officielle:

- les demandes G.1, G.2, G.3, G.4, G.5, G.6, G.7, G.9, G.10, G.11, G.12, G.13, G.14 et G.20 font l'objet de réponses sur les feuilles ci-jointes
- les autres demandes ne s'appliquent pas.

G. 1 Organigramme du Ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire

ORGANIGRAMME DE LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION



G.2 Liste de toutes les publications du Ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles):

- tirage;
- coût;
- distribution;
- imprimeur;
- copie des publications

Titre: Rapport annuel 1993-1994
Tirage: 650 exemplaires
Coût: 1 517,08\$
Distribution: 150 en vente aux Publications du Québec
 500 à la CAI pour distribution gratuite aux:
 Députés et ministres
 Commission de la Culture
 Bureaux régionaux de Communication-Québec
 Bibliothèques publiques
 Journalistes
Imprimeur: Les Publications du Québec
Copie: Incluse

Titre: Répertoire des responsables de l'accès 1995
Tirage: 1 000 exemplaires
Coût: 6 603,50\$
Distribution: 300 en vente aux Publications du Québec
 700 à la CAI pour distribution gratuite aux:
 Bibliothèques publiques
 Bureaux régionaux de Communication-Québec
 Bureaux de comté des députés
Imprimeur: Imprimerie Québécois/St-Romuald
Copie: Incluse

Titre: Bulletin L'ACCÈS
 Vol. 9 no 4 - Juin 1994
Tirage: 5 000 exemplaires
Coût: 1 161,34\$
Distribution: Aux responsables de l'accès et aux demandeurs
Imprimeur: Paul Veilleux Inc.
Copie: Incluse

Titre: L'Accès Numéro spécial - Juin 1994
Tirage: 5 000 exemplaires
Coût: 1 577,50\$
Distribution: Aux responsables de l'accès et aux demandeurs
Imprimeur: Paul Veilleux Inc.
Copie: Incluse

Titre: L'Accès Vol. 10 no 1 - Septembre 1994
Tirage: 5 000 exemplaires
Coût: 944,67\$
Distribution: Aux responsables de l'accès et aux demandeurs
Imprimeur: Paul veilleux Inc.
Copie: Incluse

Titre: L'Accès Vol. 10 no 2 - Décembre 1994
Tirage: 5 000 exemplaires
Coût: 821,63\$
Distribution: Aux responsables de l'accès et aux demandeurs
Imprimeur: Paul Veilleux Inc.
Copie: Incluse

Titre: L'Accès Vol. 10 no 3 - Mars 1995
 Tirage: 5 000 exemplaires
 Coût: 637\$
 Distribution: Aux responsables de l'accès et aux demandeurs
 Imprimeur: Paul Veilleux Inc.
 Copie: Incluse

Titre: **CONTACT - Info-conseils sur la confidentialité des renseignements personnels, 7 fiches françaises et 7 fiches anglaises:**
 Utilisation des télécopieurs
 Guide pour la destruction des documents renfermant des renseignements personnels
 Le coût de l'accès aux renseignements personnels dans l'entreprise privée
 Le marketing direct
 La gestion des renseignements personnels dans les universités et cégeps
 Droits des élus et membres de conseils d'administration
 L'accès au diagnostic médical
 Tirage: 14 000 exemplaires/chacune en français
 6 000 exemplaires/chacune en anglais
 Coût: 7 151,14\$
 Distribution: Aux 3 600 associations et regroupements d'entreprises privées du Québec
 Aux 3 700 responsables de l'accès et aux demandeurs
 Imprimeur: Les Impressions Piché Inc.
 Copie: Incluse

Titre: **Dépliant sur la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé**
La vie privée: ça se respecte! (Réimpression)
 Tirage: 200 000 exemplaires/français
 40 000 exemplaires/anglais
 Coût: 19 782\$
 Distribution: Aux 3 600 associations et regroupements d'entreprises privées du Québec
 Distribution du dépliant par le biais des 1500 succursales des caisses populaires Desjardins
 Aux demandeurs
 Imprimeur: J.B. Deschamps
 Copie: Incluse

Titre: **Dépliant sur la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé**
La vie privée: ça se respecte! 39 questions. (Réimpression)
 Tirage: 50 000 exemplaires/français
 10 000 exemplaires/anglais
 Coût: Inclus dans le coût précédent de 19 782\$
 Distribution: Aux 3 600 associations et regroupements d'entreprises privées du Québec et aux demandeurs
 Imprimeur: J.B. Deschamps
 Copie: Incluse

Titre: **Dépliant Être bien informé, Être bien protégé ça compte! (Réimpression)**
 Tirage: 10 000 exemplaires/français
 5 000 exemplaires/anglais
 Coût: 2 547\$
 Distribution: Aux bureaux régionaux de Communication-Québec
 Aux demandeurs
 Imprimeur: Les Impressions Piché Inc.
 Copie: Incluse

G.3 Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1994:

- **Endroit et date du voyage;**
 - **but du voyage;**
 - **nom des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);**
 - **pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;**
 - **coût total des voyages hors Québec.**
-
- Paris & St-Nazaire, du 24 avril au 2 mai 1994
 - Mission d'arrimage de notre démarche avec nos partenaires français (Accord de coopération trilatérale St-Nazaire, Faculté de droit de Namur et C.A.I.
 - WHITE, Clarence, directeur D.A.E.
 - 1 291,28 \$

 - La Hague (PAYS-BAS), du 3 au 11 septembre 1994
 - 16^e conférence internationale des commissaires à la protection des données nominatives.
 - COMEAU, Paul-André, président
 - OUIMET, André, secrétaire
 - 5 161,49 \$

 - Ottawa, du 27 au 29 juin 1994
 - Sommet des commissaires à l'information.
 - COMEAU, Paul-André, président
 - OUIMET, André, secrétaire
 - WHITE, Clarence, directeur D.A.E.
 - 1 230,64 \$

 - Ottawa, du 12 au 15 octobre 1994
 - Conférence "La transparence dans le système judiciaire".
 - CYR, Pierre, commissaire
 - 1 178,00 \$

 - Ottawa, le 21 septembre 1994
 - Participation à une réunion du CANADIAN STANDARDS ASSOCIATION.
 - LABRÈQUE, Alice, analyste-enquêtrice
 - 568,72 \$

 - Toronto, du 17 au 18 octobre 1994
 - Participation au forum PROTECTING PRIVACY IN THE INFORMATION AGE.
 - COMEAU, Paul-André, président
 - DION, Lucille, analyste-enquêtrice
 - 1 351,72 \$

 - Paris & Bruxelles, du 29 novembre au 4 décembre 1994
 - rencontres avec les partenaires de l'O.C.D.E. et la Communauté européenne.
 - COMEAU, Paul-André, président
 - 1 244,41 \$

- Victoria, du 25 au 29 février 1995
- Rencontre des commissaires à la vie privée.
- FOISY, Jean, analyste-enquêteur
- 1 360,70 \$

- Bruxelles, du 21 février au 1^{er} mars 1995
- Participation aux activités de la réunion du G7 et rencontres avec les représentants du Land de Bavière sur la carte-santé à microprocesseur.
- COMEAU, Paul-André, président
- OUMET, André, secrétaire
- 721,63 \$

- Ottawa, du 14 au 15 février 1995
- Symposium sur les solutions technologiques en matière de protection de la vie privée et de sécurité.
- DION, Lucille, analyste-enquêtrice
- 242,56 \$

G. 4 Liste des dépenses, de moins de 25 000 \$, en publicité et des articles promotionnels:

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 1994-1995 et les prévisions pour 1995-1996;
- la ventilation des dépenses par type de média;
- les noms des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense.

1994-1995: 3 027.14\$ (Dépenses)

1995-1996: 10 000.00\$ (Prévisions)

Ventilation par type de média:

. Média écrit: 3 027.14\$

Nom du fournisseur: Le quotidien Le Devoir

But visé: En vertu de l'article 76 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, la Commission d'accès à l'information est tenue de publier, sous forme d'avis public, une fois l'an, la liste des agents de renseignements personnels, dans un journal à circulation générale.

G.5 Liste des sondages, de moins de 25 000\$, effectués durant l'exercice financier 1994-1995 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent:

- liste et coût;
 - copie du questionnaire et du résultat.
-

- Organisation et planification de rencontres de groupes afin de tenir des interviews auprès des professionnels de la santé, des autres intervenants et des usagers de la carte santé à microprocesseur menée à Rimouski; analyse des résultats et production d'un rapport final.
- 15 000 \$

G.6 Liste des études, de moins de 25 000\$, commandées durant l'exercice financier 1994-1995 à la demande du ministère ou de l'organisme:

- liste et coût;
-

- Évaluation de l'expérience de carte-santé à microprocesseur, menée à Rimouski, en regard de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.
- 9 000 \$
- Recherche relative à l'impact de l'utilisation de la carte santé à microprocesseur sur la vie privée et la protection des renseignements personnels.
- 9 500 \$

G.7 La liste des contrats de moins de 25 000 \$, octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1994 au 31 mars 1995 en indiquant:

- le nom du professionnel(le) ou de la firme
- l'objet
- le coût

-
- **ARCHIVEX**
Conservation des copies de sécurité des fichiers informatiques
1 832,40 \$
 - **RECYCLAGE VANIER INC.**
Destruction de papiers confidentiels
1 075,00 \$
 - **LES SERVICES FOLIA DESIGN ENR.**
Entretien des plantes intérieures (Québec)
792,00 \$
 - **GESTION UNIVERT INC.**
Entretien des plantes intérieures (Montréal)
635,40 \$
 - **IRISCO DU QUÉBEC INC.**
Contrat d'implantation du réseau informatique local de la C.A.I. à Québec
8 100,00 \$
 - **IRISCO DU QUÉBEC INC.**
Contrat pour le câblage des postes de travail du bureau de la C.A.I. à Montréal.
1 918,00 \$
 - **IRISCO DU QUÉBEC INC.**
Contrat pour la mise en place d'un réseau informatique local au bureau de la Commission d'accès de Montréal.
4 320,00 \$
 - **SOUCY D. GAGNÉ & ASS.**
Consultation relative au projet de cueillette de renseignements nominatifs par Hydro-Québec.
1 000,00 \$
 - **IRISCO DU QUÉBEC INC.**
Contrat de support pour le réseau informatique de Québec.
5 500,00 \$

MARIE-CLAUDE PRÉMONT

Assister à des rencontres de groupes portant sur l'évaluation du projet pilote de carte santé à microprocesseur et assurer des travaux de recherche portant sur ce sujet.

10 000 \$

G.9 Le montant, pour l'année 1994-1995, de chacune des dépenses suivantes:

- la photocopie
- la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie
- le remboursement des frais de transport
- le remboursement des frais d'hébergement
- le remboursement des frais de repas
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement:
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec

PHOTOPOPIE 8 152,18 \$

TÉLÉCOPIE	3 486,37 \$
------------------	--------------------

FRAIS DE TRANSPORT: 46 812,44 \$

FRAIS D'HÉBERGEMENT: 26 045,56 \$

FRAIS DE REPAS: 15 528,85 \$

PARTICIPATION À DES CONGRÈS, COLLOQUES, SESSIONS DE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT

A) AU QUÉBEC : 2 024,86 \$

B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC : 7 808,27 \$

G.10

Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?

- Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporation professionnelle (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?

COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION DU QUÉBEC

9 personnes = 5 932,63 \$

<u>FONCTION</u>	<u>COÛT</u>	<u>N O M</u>
- Commissaire	408,63 \$	New York Bar
Secrétaire et directeur du service juridique	688,00 \$	Barreau du Québec
Avocat	698,00 \$	Barreau du Québec
Avocat	688,00 \$	Barreau du Québec
Avocat	688,00 \$	Barreau du Québec
Avocate	698,00 \$	Barreau du Québec
Avocate	688,00 \$	Barreau du Québec
Avocate	688,00 \$	Barreau du Québec
Avocate	688,00 \$	Barreau du Québec

G.11 Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) pour l'année 1994-1995 ainsi que les prévisions pour 1995-1996. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

	<u>MASCULIN</u>	<u>FÉMININ</u>	<u>COMMUNAUTÉS CULTURELLES</u>	<u>TOTAL</u>
Hors-cadres	2	1		3 (6,7%)
Cadres	2			2 (4,4%)
Professionnels	9	10		19 (42,2%)
Fonctionnaires	2	18	1	21 (46,7%)
TOTAL :	15 (33,3%)	29 (64,4%)	1 (2,2%)	45 (100 %)

G.12 Pour l'exercice financier 1994-95, pour chaque ministère et organisme:

- a) nombre de jours total de congé de maladie pris par le personnel;
- b) nombre d'heures de travail supplémentaires totales réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- c) nombre de jours de vacances total pris par le personnel.

Les données sont en date du 13 mars 1995

- a) Jours de congé de maladie pris par le personnel: 221 jrs
- b) Heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel: 24 h. 45 min.
 - 22 heures 45 min. ont été payées pour un montant de 491 \$
 - 2 heures ont été compensées
- c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel: 746 jrs

G.13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour l'exercice financier 1994-1995:

- a) Effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix).
 - b) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
 - c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - d) Nombre de postes par catégorie d'emploi.
 - e) nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.
-

- a)

Hors-cadres	5 eff.
Cadres supérieurs	2 eff.
Professionnels	21 eff.
Techniciens	4 eff.
Personnel de bureau	13 eff.
- b) 1 employé
- c) AUCUN
- d)

Hors-cadres	5 postes
Cadres supérieurs	2 postes
Professionnels	13 postes
Avocats	8 postes
Techniciens	4 postes
Personnel de bureau	13 postes
- e) Occasionnels 2 postes

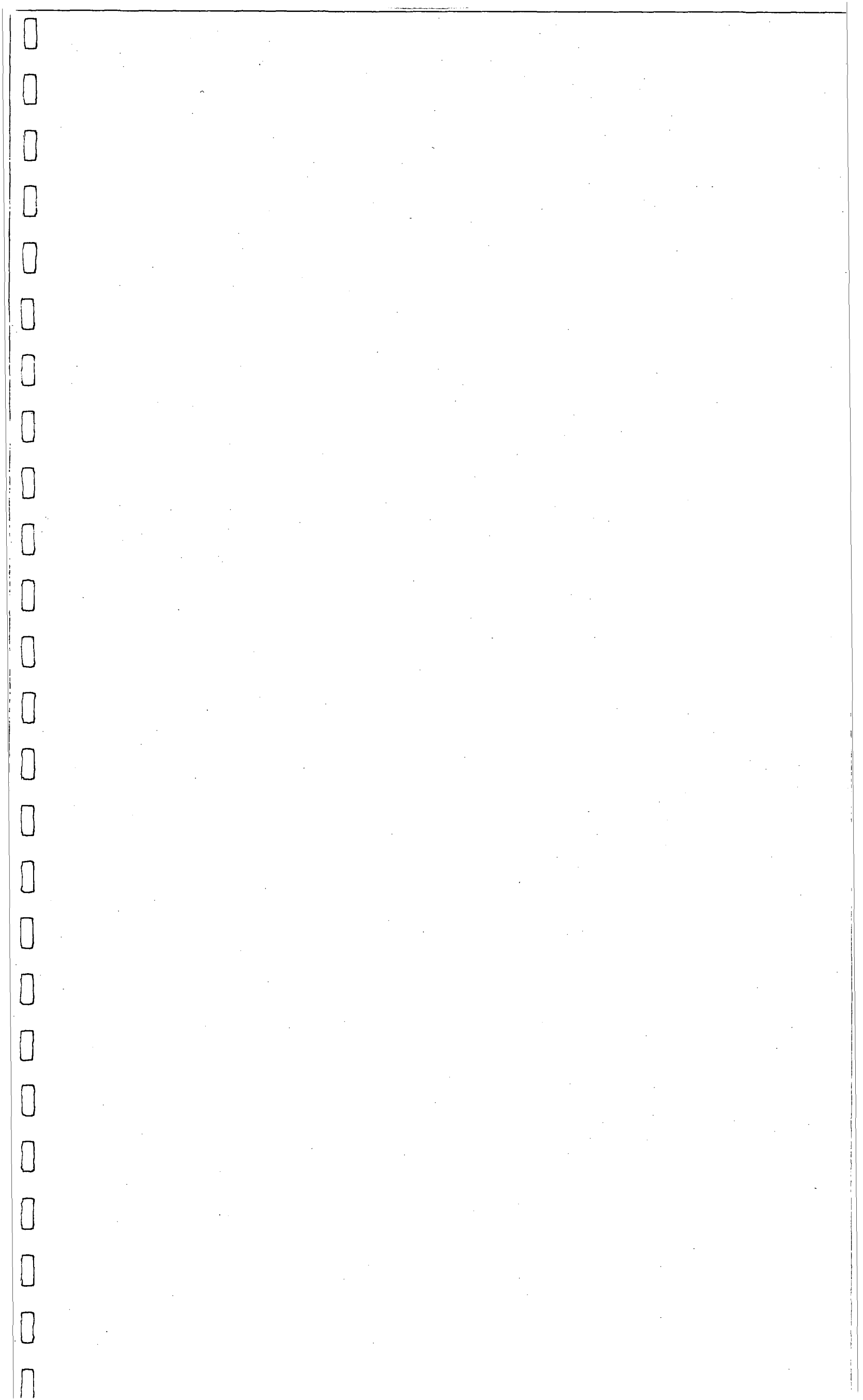
G.14 **Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1994-1995 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles:**

- **l'emplacement de la location;**
- **la superficie du local loué;**
- **le coût de location au mètre carré;**
- **le coût total de ladite location;**
- **la durée .**

-
- 888, RUE ST-JEAN (5^e ÉTAGE)
QUÉBEC (QUÉBEC) G1R 5P1
 - 15 m²
 - 16,66\$/m² (mensuel)
 - 3 000,00 \$
 - Location au mois sans bail.

G.20 **Liste des crédits périmés, par programme et par élément, pour l'exercice financier 1994-1995.**

<u>PROG.:</u>	<u>ÉLÉM.:</u>	<u>CRÉDITS</u> <u>PÉRIMÉS</u> (,000\$)
11	01	113,9



P. 49 Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information, pour 1994-1995: le nombre de demandes reçues et réglées, le nombre de causes portées en appel.

Nombre de demandes reçues :	1957
Nombre de demandes réglées :	1436
Nombre de causes portées en appel :	34

P. 50 Bilan de l'implantation de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé.

STATISTIQUES DES DEMANDES DU 01/04/1994 au 30/03/1995

TYPE DE DEMANDE		REÇUES	TRAITÉES	DÉSISTEMENTS
AV	Autorisation de recherche - Secteur	14	12	1
BV	Demande abusive - Secteur privé	0	0	0
IV	Demande d'information - Secteur privé	144	140	0
MA	Mésentente sur l'accès	203	27	68
ML	Mésentente sur le retrait d'une liste	4	0	1
MR	Mésentente sur la rectification	40	3	13
PV	Plainte - Secteur privé	*	92	4

P. 51 Nombre de commissaires actuellement à la Commission et nombre de postes vacants ou à combler.

Nombre de commissaires en poste : 3

Nombre de postes vacants de commissaires : 2

**P. 52 Liste des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations de la
Commission aux ministères et suites accordées.**

1. LES AVIS SUR LES PROJETS DE LOI.

Deuxième avis sur l'article 36 de la Loi sur la protection de la jeunesse. 21 avril 1994.

Avis sur le projet de loi visant à transférer au ministre du Revenu la perception de la cotisation des employeurs au financement. Dossier 94 16 13. 21 novembre 1994.

Avis sur le projet de loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant diverses dispositions législatives. Dossier 94 16 48. Novembre 1994.

Avis sur le projet de loi modifiant la loi concernant les droits de mine. Dossier 94 16 84. 6 décembre 1994.

Avis sur le projet de loi 40 - Établissement de la liste électorale permanente et modifiant diverses dispositions législatives. Dossier 94 16 48. Décembre 1994.

Avis sur le projet de loi facilitant le paiement des pensions alimentaires. Dossier 95 01 57. 30 janvier 1995.

**2. LES AVIS SUR LES PROTOCOLES D'ACCÈS ET D'UTILISATION DES
RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS.**

Avis entre le centre de services en déficience intellectuelle Mauricie/Bois-Francs et clinique de réadaptation physique de Trois-Rivières. Dossier 94 02 67. Mai 1994.

Avis concernant l'échange de renseignements personnels entre le M.S.S.S. et le British Columbia Cancer Agency. Dossier 94 03 24. 17 mai 1994.

Avis sur le projet d'entente entre le ministère de la Sécurité du revenu et la Société de l'assurance automobile du Québec. Dossier 94 09 74. 29 novembre 1994.

Avis sur le projet d'entente entre le ministère de la Sécurité du revenu et la Société de l'assurance automobile du Québec. Dossier 94 09 75. 29 novembre 1994.

Avis sur le projet d'entente entre le ministère des Ressources naturelles et la compagnie Équifax inc. Dossier 94 14 78. 15 décembre 1994.

Avis sur le projet d'entente entre la R.A.M.Q. et le Bureau de la statistique. Dossier 94 16 71. 30 janvier 1995.

Avis sur le projet d'entente entre le ministère du Revenu et la Commission des normes du travail. Dossier 94 17 87. 28 février 1995.

Avis sur le projet d'entente entre la C.A.R.R.A. et la R.R.Q. Dossier 94 17 88. 23 février 1995.

**P. 52 Liste des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations de la
Commission aux ministères et suites accordées.**

3. AUTRES AVIS.

Avis sur des questions relatives à la consolidation ou l'impartition de 7 centres de traitement informatique du Gouvernement du Québec. Dossier 94 07 98. 13 juin 1994.

Avis concernant la collecte du numéro d'assurance sociale par les établissements de santé. Dossier 92 01 92. 17 juin 1994.

Avis sur la communication du fichier des personnes handicapées détenant une vignette amovible à la Sûreté du Québec. Dossier 94 00 33. 9 mai 1994.

Avis sur l'accès à l'information et la confidentialité des renseignements personnels sur l'autoroute de l'information. Novembre 1994.

Avis concernant les renseignements nominatifs recueillis par les services ambulanciers au Québec. Dossier 94 14 44. 23 février 1995.